



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°32 – du 8 au 14 octobre 2021

 **Fait marquant : L'Union européenne a présenté son paquet de solutions en vue de faciliter la circulation des biens entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord**

 **LE CHIFFRE À RETENIR**

6 Md£

C'est le montant d'investissements étrangers dédiés à des projets verts obtenus depuis la publication du *Ten Point Plan* de B. Johnson

Le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič a présenté les propositions européennes en rappelant que la renégociation du Protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord n'était pas envisageable, mais qu'il s'attendait à un compromis entre les deux parties d'ici la fin de l'année. Les solutions proposées par la Commission ont pour objectif d'apporter une certaine flexibilité dans quatre domaines: (1) l'alimentation, la santé végétale et animale, (2) les formalités douanières, (3) la sécurité en termes d'approvisionnement des médicaments et (4) la coopération avec les parties prenantes nord-irlandaises.

Dans les grandes lignes, selon le [communiqué](#) de la Commission européenne, la simplification des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) conduirait à une réduction de 80 % des contrôles pour les marchandises qui ont vocation à rester sur le territoire nord-irlandais. S'agissant des formalités douanières, la Commission propose de réduire de 50 % les formalités administratives à

condition que le Royaume-Uni fournisse des garanties, à l'instar de l'accès continu aux systèmes informatiques britanniques. Il est également prévu des flexibilités spécifiques pour les médicaments produits par des entreprises britanniques et destinés au marché nord-irlandais. Enfin, la Commission propose d'établir un dialogue renforcé avec les autorités nord-irlandaises et la société civile.

Le ministre du Brexit David Frost rencontre le 15 octobre Maroš Šefčovič pour tenter de combler « l'écart substantiel » entre les propositions européennes et britanniques. En amont de la présentation du paquet de solutions européen, David Frost avait réitéré, lors d'un discours à Lisbonne mardi 12 octobre, la demande britannique de remplacer la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), assimilée à « système de droit européen contrôlé par la cour de l'une des parties », par un mécanisme d'arbitrage international.

Actualité macro-économique

Le taux de chômage au Royaume-Uni a diminué à 4,5 %. Il s'établit ainsi en hausse de 0,5 point par rapport à la période pré-Covid, mais 0,4 point en-dessous du trimestre précédent – Selon l'*Office for National Statistics*, le taux d'emploi s'est également établi en hausse à 75,3 %, tandis que le taux d'inactivité a baissé (21,1%) ainsi que le nombre de licenciements. Le nombre de postes vacants a continué d'augmenter, pour atteindre un nouveau record à 1,2 million en septembre. Le Chancelier R. Sunak s'est montré encourageant sur les développements du marché de l'emploi, alors même que le gouvernement a mis un terme fin septembre au dispositif de chômage partiel. Cependant, les chiffres de l'emploi reflètent la disparition d'un million de personnes sur le marché du travail, ce qui pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs : des jeunes qui auraient prolongé leurs études, un départ en retraite anticipée pour une partie des personnes de plus de 50 ans, et le départ de travailleurs étrangers.

Il semble également que les niveaux de compétence requis par les employeurs ne soient pas en adéquation avec l'offre disponible sur le marché britannique.

H. Pill met en garde contre la persistance des pressions inflationnistes – Lors de son audition parlementaire le 4 octobre, le nouveau chef économiste de la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué que la durée et l'ampleur du pic inflationniste se révélaient plus importantes qu'anticipé et que le comité de politique monétaire surveillerait de près les futurs développements. Pour rappel, lors de la dernière réunion du comité de politique monétaire (le 22 septembre), la BoE s'attendait à ce que l'inflation continue d'accélérer et atteigne un pic au-dessus de 4 % au T4 2021. Les commentaires de H. Pill le placent dans la catégorie « faucon » des membres du comité de politique monétaire. Il a notamment indiqué que les « conditions nécessaires » (mais pas suffisantes) à remplir avant une hausse des taux avaient déjà été atteintes lors de la réunion d'août. Récemment, le gouverneur de la BoE, A. Bailey, a également souligné la nécessité d'éviter que la hausse de l'inflation ne devienne permanente ;

M. Saunders, un des membres du MPC les plus « faucons », a quant-à-lui confirmé que le *pricing* du marché lui semblait approprié (100 % de chance d'une hausse d'ici février, 50 % d'ici décembre).

La reprise britannique sera moins forte à moyen terme que celle des autres pays du G7, selon le FMI – Les nouvelles prévisions du FMI ([World Economic Outlook](#) de octobre 2021) reflètent un fort rebond de l'économie britannique en 2021 (+6,8 %) et 2022 (+5 %), en raison du rythme rapide du programme de vaccination et de la récession plus importante en 2020. En revanche, à moyen terme (2024), le PIB britannique resterait 3 % inférieur aux anticipations pré-pandémie (contre +2,5 % pour les Etats-Unis, +0,5 % pour le Japon, -0,5 % pour l'Allemagne, et -1,5 % pour la France). Le FMI s'attend également à ce que le déficit budgétaire britannique reste supérieur à 3 % du PIB à moyen terme, en opposition avec le souhait du Chancelier d'atteindre un solde budgétaire courant à l'équilibre avant la prochaine élection générale. La dette augmenterait jusqu'en 2026. Le FMI a également mis en garde contre les risques inflationnistes mondiaux et a demandé aux banques centrales d'être « très, très vigilantes » et de prendre des actions anticipées de resserrement monétaire si les pressions sur les prix venaient à persister.

L'Institute for Fiscal Studies (IFS) a publié son « Green Budget » en amont de la présentation du budget et de la revue des dépenses – Selon le think tank, l'économie britannique a connu une reprise abrupte mais très incomplète et déséquilibrée, et reste encore bien en-deçà de sa

trajectoire d'avant COVID. La combinaison des problèmes de santé publique persistants, de pertes de revenus des ménages (hausse de la fiscalité, de l'inflation et perte d'une partie des aides financières du gouvernement) et de détérioration de l'offre risque d'entraîner un nouvel affaiblissement de la dynamique de croissance au cours de l'hiver. Dans ce contexte, l'équilibre entre assainissement des finances publiques et respect des engagements de dépenses déjà pris s'annonce compliqué pour le Chancelier de l'Echiquier. Bien que R. Sunak ait augmenté la charge fiscale à un niveau record, il dispose de peu de marge de manœuvre pour les dépenses des ministères non protégées, tel que les gouvernements locaux, la justice et l'éducation, dont les financements ont diminué ces dernières années et dont les besoins ont augmenté en raison de la pandémie. D'après l'IFS, la pandémie laissera une cicatrice durable de près de 3 % sur la production nationale britannique qui porte, en outre, le fardeau supplémentaire des effets « persistants » de la sortie de l'UE.

Actualité commerce & investissement

Le Department for International Trade (DIT) annonce le lancement d'un dialogue entre l'Italie et le Royaume-Uni en vue de stimuler les exportations et les investissements – Ce dialogue

a pour ambition d'accroître les exportations des deux pays, notamment dans les secteurs des sciences de la vie, de la défense, du numérique et des technologies. Les investissements étrangers dans la transition énergétique (éolien, hydrogène, capture de carbone) ainsi que dans l'industrie alimentaire et les boissons sont également cités. En complément d'un entretien ministériel annuel, ce dialogue se traduira par l'établissement de nouveaux forums gouvernementaux ainsi que des « partenariats commerciaux innovants ». Cette annonce fait écho à la volonté de la Ministre des affaires étrangères Elizabeth Truss d'améliorer les relations bilatérales avec certains Etats membres de l'UE, dont l'Espagne, les Pays baltes et le groupe de Visegrad. La ministre britannique a également rencontré ses homologues indien, singapourien et canadien pour discuter de la réforme du système commercial multilatéral, à l'approche de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC.

Le *Department for International Trade* (DIT) a lancé une [consultation](#) en vue des négociations d'un accord de libre-échange avec les Pays du Golfe – Selon le DIT, les échanges entre le Royaume-Uni et les Pays du Golfe représentaient près de 30 Md£ en 2020, dont 22 Md£ d'exportations britanniques. Les entreprises intéressées ont jusqu'au 14 janvier 2022 pour répondre à la consultation.

Le *Department for International Trade* (DIT) a publié la liste complète des intervenants du *Global Investment Summit* prévu le 19 octobre – Côté gouvernement britannique, sont attendus

les interventions du Premier Ministre Boris Johnson, de la Ministre du commerce international Anne-Marie Trevelyan, de la Ministre des affaires étrangères Elizabeth Truss, du Ministre du BEIS Kwasi Kwarteng ainsi que du président de la COP26 Alok Sharma. D'après le communiqué, 87% des participants sont étrangers, dont 32% en provenance des Etats-Unis et 11% des pays membres du CPTPP. Les interventions traiteront de la promotion des investissements verts, du rôle du commerce international dans la transition énergétique, et des développements dans le domaine des sciences du vivant, notamment le déploiement des vaccins Covid-19.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le *Financial Reporting Council* (FRC) a demandé au gouvernement le pouvoir de limiter le nombre d'entreprises cotées auditées par un seul cabinet d'audit – Le gouvernement cherche à mettre en place une réforme du secteur de l'audit consécutivement à plusieurs scandales ayant donné lieu à des amendes pour les grands cabinets et afin de stimuler la compétition dans le secteur. Le gouvernement souhaiterait en effet que davantage de cabinets de petite taille

puissent auditer les grandes entreprises cotées, afin de réduire l'avantage comparatif des *Big Four*. Le gouvernement devrait publier ses recommandations d'ici la fin de l'année, à la suite d'une consultation de 16 semaines qui s'est achevée en juillet. Les conclusions de la consultation reflètent le peu d'intérêt des *Big Four* et des autres cabinets d'audit pour la réforme proposée. Les cabinets proposent en revanche d'établir une part de marché du secteur pour chaque entreprise. Les autorités de régulation chercheraient désormais à trouver un compromis entre les deux options.

Le gouvernement a lancé une consultation sur le cadre réglementaire pour les levées de fonds d'entreprises déjà cotées à Londres – Cette [consultation](#) s'inscrit dans la lignée du rapport de Lord Hill, qui explore des pistes pour améliorer l'attractivité de la place et de la bourse de Londres. Les montants de levées de fonds secondaires ont été de 30 Md£ en 2020, un montant plus important que les années précédentes, mais concentré sur un plus petit nombre d'investisseurs. Le gouvernement chercherait à accroître la diversité des investisseurs en agissant notamment sur la simplicité – et donc la réduction des coûts de mise en œuvre – des conditions de ces levées de fonds. La consultation est ouverte aux investisseurs et entreprises, sa conclusion étant prévue pour le printemps 2022.

Le gouvernement chercherait à stimuler les investissements dans les actifs à long-terme en révisant le [plafond des frais de gestion des fonds de pensions](#) au Royaume-Uni – Afin de protéger les épargnants, un plafond de frais à 0,75 % avait

été fixé en 2016, amenant les fonds de pension à moins investir dans les fonds de *Private Equity*. Alors qu'en début d'année, le *Department for Work and Pensions* avait rejeté toute modification de ce plafonnement, la Banque d'Angleterre (BoE) et la *Financial Conduct Authority* (FCA) ont recommandé en septembre au gouvernement de le revoir. Après consultation, et en amont du *Budget* du 27 octobre, le gouvernement semblerait désormais prêt à le faire. Il pourrait ainsi introduire une exemption sur les frais de commission des fonds de *Private Equity*, et plus spécifiquement, pour les investissements dans des secteurs d'avenir comme les infrastructures ou les énergies vertes. Pour rassurer les gestionnaires des fonds de pension, le gouvernement leur permettrait de lisser les frais de commissions, liés aux performances, peuvent être élevés et volatiles. Pour rappel, les fonds de pensions britanniques représentent un volume d'actifs de plus de 6 100 Md£.

Le [Financial Policy Committee](#) (FPC) a publié un rapport concernant la stabilité financière britannique, avec un focus sur la dette des entreprises – Le comité semble satisfait de la résilience du système financier qui, durant la crise, a soutenu les ménages et entreprises. L'un des points qui nécessiterait une vigilance accrue, selon le comité, concerne la dette des entreprises, notamment celle des PME. Les conditions d'emprunt ayant été facilitées pour soutenir l'économie britannique, de nombreux prêts ont été octroyés alors qu'ils n'auraient pas répondu aux critères requis pré-crise. Néanmoins, le FPC reste confiant, l'endettement des entreprises n'ayant pas entraîné une hausse

sensible du risque de faillites selon lui. Le FPC met également en garde contre l'augmentation des prises de risques dans les investissements des fonds et des banques sur les marchés financiers, qui font suite aux liquidités obtenues pendant la crise. Le dernier *Solvency Stress Test* (SST) a cependant indiqué que le système bancaire britannique paraissait solide face à ces risques.

2 Banques et assurances

Le **Trésor** britannique examine les prochaines étapes de la consultation sur la transformation des moyens de paiement – Consécutivement à l'appel à témoignages lancé au cours de l'été, le gouvernement souhaiterait développer le système britannique de paiements rapides et numérisés en s'appuyant sur l'*Open Banking*. Il entend également assurer la cohérence de la protection de l'utilisateur dans toutes les activités de la chaîne de paiement, dont certaines sont réglementées par la FCA, tandis que d'autres sont supervisées par le *Payment System Regulator* (PSR), ce qui pourrait conduire à des incertitudes juridiques. De plus, il soumettra les entreprises d'importance systémique de la chaîne de paiement à la réglementation et à la surveillance de la BoE au cours du premier semestre 2022. Souhaitant garder l'accès au *Single Euro Payments Area*, le cadre réglementaire des paiements sera principalement issu du droit européen le régissant.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Raphaël Bigio, Quentin Bon, Jeanne Louffar, et
Sophia Milliaud

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr